



Jean-Claude MARCHAL

Conseiller Municipal de Lunéville

45 ans - Marié - Père de trois enfants

Professeur d'Education Physique, Instructeur National dans une Association de formation pour les centres de Vacances et d'Education Nouvelle

Président d'une Association Laïque de parents d'élèves

Président Fondateur d'un club sportif à Lunéville

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

En tant que candidat du Parti Communiste Français, un parti qui entend prendre demain toutes ses responsabilités dans un gouvernement de gauche, permettez-moi de retenir votre attention à la veille d'élections législatives qui sont pour des millions de Françaises et de Français celles de l'espoir.

J'ai discuté avec les ouvriers et les ouvrières à l'entrée des usines, j'ai visité les familles au porte à porte dans les quartiers populaires, j'ai tenu des réunions dans les villages, j'ai vu les chômeurs et les mal logés venir grossir le dossier des demandes à la mairie, j'ai partagé les soucis des parents d'élèves et les difficultés des clubs sportifs pour boucler les budgets et je peux apporter le témoignage de l'arrondissement de LUNEVILLE.

C'est que, dans notre circonscription, la difficulté de vivre dignement est à l'image de celle de la FRANCE, souvent pire :

- 1 700 chômeurs officiels, dont moitié sans aide, pour le bassin de l'emploi de LUNEVILLE,
- deux salariés sur trois sont au SMIC ou en-dessous, rendant les fins de mois angoissantes,
- le chômage partiel, les licenciements sont apparus chez Traylor, à la Lorraine Agricole, aux Filatures de Val-et-Châtillon, chez Roch, chez Philips-TRT. Les menaces pèsent sur Eblé à BACCARAT,
- une baisse considérable des effectifs dans les services publics est intervenue à LUNEVILLE, à BLAINVILLE... (SNCF - EDF - PTT),
- les conditions de travail sont déplorables, certaines usines sont parfois surannées,
- la discrimination, l'isolement, l'intimidation règnent vis-à-vis des syndicalistes,
- le revenu du paysan a baissé partout depuis 5 ans,
- le pouvoir a bradé les principales usines de LUNEVILLE aux capitaux étrangers.

Mais jamais les profits des grandes sociétés n'ont été aussi grands ; jamais le luxe affiché par les privilégiés du régime Giscard - Barre - Haby n'a été aussi insultant.

Vous en avez assez de l'injustice et des inégalités ; vous voulez que ça change.

Le député Giscardien de LUNEVILLE a toujours soutenu leur politique. Qu'a-t-il apporté ? Rien. Les autres candidats parlent de vos revendications, mais ils ne se donnent pas les moyens de les satisfaire car ils refusent de faire payer les riches.

Avec le PCF, je ne promets pas la lune. Mais les engagements pris seront tenus parce que nous disons à l'avance à qui on donne et à qui on prend.

C'est cela le Programme Commun que nous voulons mettre à jour, sans rabais ni surenchère. C'est pour l'appliquer qu'il faut un gouvernement d'Union de la Gauche avec des ministres Communistes.

C'est ce que refuse la droite. C'est sur ces questions, capitales pour vous, qu'hésitent nos partenaires socialistes.

Pourtant, vous savez bien que l'absence de ministres Communistes au gouvernement depuis 30 ans, a été une mauvaise chose pour les travailleurs et pour la France.

Aussi, le 12 Mars, le vote communiste a le sens d'une pétition pour que le Parti Socialiste accepte de discuter d'un programme, d'un gouvernement, et d'un accord de désistement.

Que vous soyez ou non d'accord en toutes choses avec le PCF, votre vote en ma faveur me permettra de contribuer à créer ces conditions, qui sont celles de la victoire de la gauche pour un vrai changement.

Jean-Claude MARCHAL.

LE 12 MARS, VOTEZ

Jean-Claude MARCHAL et André CLAUDEL
CANDIDATS DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
POUR L'UNION ET LE CHANGEMENT

VOTEZ JEAN-CLAUDE MARCHAL

ET

André CLAUDEL

Maire de Damelevières
Retraité SNCF

Condamné à mort par un tribunal nazi en 1941
Croix du Combattant volontaire de la Résistance

CANDIDATS DE L'UNION ET DU CHANGEMENT



C'EST VOTER POUR LE PROGRES ET LA JUSTICE SOCIALE

- Le **SMIC** à 2 400 F dès Avril 1978.
- 50 % de plus pour les **allocations familiales** dès 1978.
- Interdiction des **saisies** et **expulsions**.
- Amélioration et garantie des revenus des **agriculteurs exploitants**.
- 500 000 **emplois** créés dès la première année.
- Le retour aux **40 heures** sans perte de salaire.
- Droit à la **retraite** à 60 ans pour les hommes et 55 ans pour les femmes.
- 18 semaines de **congés-maternité** tout de suite.
- Resserrement de l'**éventail des salaires** du bas vers le haut. Objectif : Ecart moyen de 1 à 5 au bout de 5 ans.

Sans de profondes réformes de structure, ces mesures sociales seraient annulées par l'inflation. C'est pourquoi nous disons à l'avance où il faut prendre l'argent.

C'EST VOTER POUR FAIRE PAYER LES RICHES

Les mesures sociales, moteur de l'économie, sont nécessaires. Pour les réaliser, il n'y a pas trois voies : Ou bien on gouverne pour les travailleurs et leurs familles et les privilégiés de la fortune n'y trouvent pas leur compte ou bien on gouverne, comme aujourd'hui, pour les grandes sociétés et c'est l'austérité pour la majorité de la population.

NOUS PROPOSONS DONC DE :

- Nationaliser pour de bon le secteur bancaire et financier et neuf géants industriels. Nous proposons de rajouter la sidérurgie, le pétrole et l'automobile.
- Imposer le capital.
- Imposer la fortune.

C'EST VOTER POUR LA DEMOCRATIE AU TRAVAIL, DANS LA CITE

« Il ne peut y avoir de République dans la société tant que règne la monarchie à l'entreprise. » Vous voulez prendre part aux décisions qui concernent l'entreprise ; cela s'appelle l'auto-gestion, c'est réalisable. Il faut vaincre la bureaucratie et le centralisme. Les communes et les régions doivent avoir le droit et les moyens d'assurer leur autonomie de gestion.

C'EST VOTER POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE ET LA PAIX

Le destin de la France ne doit se décider ni à Moscou, ni à Washington, ni à Bonn mais en France avec les français.